

LE TEMPS EST À LA MOBILISATION !

Nous connaissons déjà les intentions offensives de Macron contre le code du travail et nos conditions d'existence. Ne lui laissons aucun délai pour appliquer ses mesures antisociales : le temps est à la mobilisation, pas à la négociation !

LUNDI 19 JUIN À 18H

Départ : hôtel de ville

VENEZ TOU·TE·S MANIFESTER !

Comme toujours, cette marche forcée vers l'ubérisation touchera plus durement les plus précaires d'entre nous, les femmes et les personnes issues de l'immigration.

Macron entend mener ses attaques à l'aide d'ordonnances dont l'application immédiate sans l'aval de l'Assemblée Nationale limitera drastiquement notre capacité d'organisation. C'est pourquoi il est primordial de construire la mobilisation la plus large possible en se constituant en tant que front social et ainsi se doter d'une véritable capacité d'action. Syndicalistes et associations, jeunes et moins jeunes, précaires, nous devons tou·te·s passer outre l'inertie, la division et le sectarisme pour passer à l'offensive dès maintenant.

TOU·TE·S UNI·E·S CONTRE CE GOUVERNEMENT ANTISOCIAL

LE TEMPS EST À LA MOBILISATION !

Nous connaissons déjà les intentions offensives de Macron contre le code du travail et nos conditions d'existence. Ne lui laissons aucun délai pour appliquer ses mesures antisociales : le temps est à la mobilisation, pas à la négociation !

LUNDI 19 JUIN À 18H

Départ : hôtel de ville

VENEZ TOU·TE·S MANIFESTER !

Comme toujours, cette marche forcée vers l'ubérisation touchera plus durement les plus précaires d'entre nous, les femmes et les personnes issues de l'immigration.

Macron entend mener ses attaques à l'aide d'ordonnances dont l'application immédiate sans l'aval de l'Assemblée Nationale limitera drastiquement notre capacité d'organisation. C'est pourquoi il est primordial de construire la mobilisation la plus large possible en se constituant en tant que front social et ainsi se doter d'une véritable capacité d'action. Syndicalistes et associations, jeunes et moins jeunes, précaires, nous devons tou·te·s passer outre l'inertie, la division et le sectarisme pour passer à l'offensive dès maintenant.

TOU·TE·S UNI·E·S CONTRE CE GOUVERNEMENT ANTISOCIAL

La majorité en marche c'est :

· La loi El Khomri permet aux accords de branche et d'entreprise de s'appliquer même en étant moins favorables aux travailleurs que le code du travail. Macron prévoit d'étendre ces abus aux salaires et au temps de travail : **c'est la remise en cause du SMIC et des 35 heures.**

· En plus du salaire direct, c'est le salaire différé qui est attaqué (ce qu'on appelle les cotisations sociales). En passant une part du salaire différé en salaire direct, Macron désire fragiliser et condamner à terme notre système de protection sociale : assurance chômage, assurance maladie et hôpitaux, allocations familiales, retraite, etc : **toutes les aides sociales en souffriront.**

· En plafonnant les indemnités prud'homales, Macron souhaite donner les **pleins pouvoirs aux patrons pour licencier abusivement les salariés.**

· Avec 120000 suppressions de postes dans la fonction publique, les fonctionnaires des collectivités territoriales mais également de l'Éducation nationale n'ont qu'à bien se tenir. **Ces suppressions rendront caduques ses promesses de réduire la taille des classes scolaires.**

· Comme ses prédécesseurs, Macron entend **renforcer la présence militaire française en Afrique et au Moyen-Orient ainsi que les politiques sécuritaires en France** : parade en blindé, voyage au Mali s'inscrivant dans l'impérialisme français, prolongation de l'état d'urgence, renforcement des pouvoirs de la police, nomination de Gérard Collomb en tant que ministre de l'Intérieur, sans doute récompensé pour l'ensemble de son œuvre sécuritaire : répression des mouvements sociaux, vidéosurveillance, criminalisation des prostituées, expulsions locatives, chasse aux sans-papiers...

· La construction de plus de prisons ne servira non pas à les désengorger mais à emprisonner plus de personnes précaires, dans le cadre de la criminalisation de la précarité.



La majorité en marche c'est :

· La loi El Khomri permet aux accords de branche et d'entreprise de s'appliquer même en étant moins favorables aux travailleurs que le code du travail. Macron prévoit d'étendre ces abus aux salaires et au temps de travail : **c'est la remise en cause du SMIC et des 35 heures.**

· En plus du salaire direct, c'est le salaire différé qui est attaqué (ce qu'on appelle les cotisations sociales). En passant une part du salaire différé en salaire direct, Macron désire fragiliser et condamner à terme notre système de protection sociale : assurance chômage, assurance maladie et hôpitaux, allocations familiales, retraite, etc : **toutes les aides sociales en souffriront.**

· En plafonnant les indemnités prud'homales, Macron souhaite donner les **pleins pouvoirs aux patrons pour licencier abusivement les salariés.**

· Avec 120000 suppressions de postes dans la fonction publique, les fonctionnaires des collectivités territoriales mais également de l'Éducation nationale n'ont qu'à bien se tenir. **Ces suppressions rendront caduques ses promesses de réduire la taille des classes scolaires.**

· Comme ses prédécesseurs, Macron entend **renforcer la présence militaire française en Afrique et au Moyen-Orient ainsi que les politiques sécuritaires en France** : parade en blindé, voyage au Mali s'inscrivant dans l'impérialisme français, prolongation de l'état d'urgence, renforcement des pouvoirs de la police, nomination de Gérard Collomb en tant que ministre de l'Intérieur, sans doute récompensé pour l'ensemble de son œuvre sécuritaire : répression des mouvements sociaux, vidéosurveillance, criminalisation des prostituées, expulsions locatives, chasse aux sans-papiers...

· La construction de plus de prisons ne servira non pas à les désengorger mais à emprisonner plus de personnes précaires, dans le cadre de la criminalisation de la précarité.

